

ÉCONOMIE POLITIQUE DES ÉLECTIONS EN RDC ET SA TRADUCTION AU SUD-KIVU : VERS UN RENFORCEMENT DE LA CITOYENNETÉ ?

*Koen Vlassenroot, Godefroid Muzalia Kihangu, Emery Mudinga
& Aymar Nyenyezi Bisoka¹*

Introduction

Les élections présidentielles et législatives nationales et provinciales en République démocratique du Congo (RDC) se sont finalement déroulées le dimanche 30 décembre 2018 après deux années d'attente. Elles ont cependant suscité un débat houleux, à la fois quant au processus électoral que quant aux résultats.

En ce qui concerne le processus et la période le précédant tout d'abord, selon plusieurs missions d'observation sur place, différentes irrégularités ont été observées. Il s'agit globalement de l'instrumentalisation des forces de sécurité pour empêcher les candidats de l'opposition de manifester à plusieurs reprises pendant la campagne, allant même jusqu'à tirer sur les manifestants ; de l'exclusion de la course à la présidentielle de plusieurs ténors de l'opposition ; de la différence de protection accordée par l'État au candidat du pouvoir et à ceux de l'opposition ou encore de la couverture médiatique presque exclusive de la campagne du candidat de Joseph Kabila par les médias étatiques (Nyenyezi Bisoka 2019) ; de l'utilisation des ressources de l'État pour ce candidat, de l'exclusion de plusieurs témoins et observateurs électoraux dans des bureaux de vote, de l'intimidation des électeurs par des groupes armés, etc. (Muzaliya *et al.* 2019).

En ce qui concerne les résultats ensuite, ceux-ci ont été contestés par plusieurs acteurs, à commencer par l'opposition politique. En effet, après la proclamation des résultats, un sérieux doute a très vite été émis sur leur adéquation avec le suffrage réellement exprimé et finalement sur la légitimité de

¹ Koen Vlassenroot est chercheur à l'université de Gand (Groupe de recherche sur les conflits) et collaborateur à l'Institut Egmont (Institut royal des relations internationales) ; Godefroid Muzalia Kihangu est professeur à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu ; Emery Mushagalusa Mudinga est professeur à l'Institut supérieur de Développement rural de Bukavu ; Aymar Nyenyezi Bisoka est chercheur post-doctoral et professeur invité à l'Université catholique de Louvain.

Félix Tshisekedi, nouveau président proclamé par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). L'appel devant la Cour constitutionnelle interjeté par le candidat Martin Fayulu – qui aurait gagné la présidentielle selon les observateurs de l'Église catholique – a été rejeté de manière expéditive. L'opposant a alors parlé d'un « putsch électoral » orchestré par Joseph Kabila « totalement complice » de Félix Tshisekedi². Les observateurs de l'Union africaine ont par la suite accusé la CENI d'avoir proclamé de faux résultats, ce qui a été suivi par des partenaires importants de la RDC comme les États-Unis, l'Union européenne ou encore la France. Toutes ces critiques ont fini par entacher sérieusement la crédibilité des élections en RDC où, jusque-là, les résultats des élections de 2018 continuent de faire débat. Néanmoins, la plupart des analyses et critiques ont porté sur les élections présidentielles, ignorant la conduite du processus électoral des assemblées nationales et provinciales.

De tels débats s'inscrivent principalement dans une « perspective techniciste » des élections en Afrique (Wolfram 2013). Celle-ci consiste globalement à évaluer la réussite ou l'échec des élections à partir de plusieurs facteurs liés à leur organisation et à leur tenue : elles doivent être libres, transparentes, apaisées et compétitives. C'est finalement l'analyse de ces facteurs qui permet de déterminer si les élections, ou mieux, leur organisation est démocratique ou pas. Ce qui manque dans cette perspective, c'est le contexte plus large dans lequel se déroulent les élections ainsi que leur impact sur l'espace social et politique en général. Néanmoins, une telle perspective (Darracq & Magnani 2011) nous permet de comprendre les effets de processus électoraux successifs sur les pratiques politiques ainsi que sur l'espace démocratique. Dans cette approche, il est question d'observer les effets démocratiques des déléctions du côté des élites politiques et de se demander dans quelle mesure la tenue des élections successivement affecte les pratiques politiques en termes de bonne gouvernance et de respect de l'État de droit par les élites politiques.

Dans ce chapitre, nous nous inscrivons dans cette approche politique. Mais au lieu de rechercher les effets des processus électoraux sur le comportement des élites politiques, nous interrogeons les effets de leur organisation sur le comportement politique de ceux qui votent. Dans cette perspective par le bas, il est question de partir de l'hypothèse selon laquelle l'organisation des élections offre une base importante à la société civile et à la population plus généralement pour réclamer son droit d'exercer un contre-pouvoir nécessaire afin de soutenir et renforcer un processus démocratique qui va plus loin qu'une élection. Aussi, cet exercice de contre-pouvoir procède d'une prise de conscience ou tout au moins d'un exercice de la citoyenneté comme une

stratégie légitime d'exercer son droit de vote sans se laisser capturer dans des appartenances ethniques et des loyautés envers diverses élites.

Notre analyse des élections de 2018 en RDC, en fait, montre bien qu'elles ont été un moment clé dans la structuration de l'espace démocratique au niveau local. Dans beaucoup d'endroits, le comportement électoral des Congolais et Congolaises était informé et guidé par un recul fondé sur l'expression d'une citoyenneté critique plutôt qu'une confirmation des liens ethniques ou patrimonialistes. Le présent chapitre ne vise donc pas à exposer une macro-analyse du processus électoral de 2018 en RDC et de ses résultats (Reyntjens 2019). Il ne se concentre pas non plus sur la question de la légitimité de ces élections. Cette analyse se propose plutôt de discuter les stratégies menées par la population et les facteurs déterminants dans leur choix électoral. Se concentrant sur le processus électoral au Sud-Kivu et en examinant l'économie politique du processus électoral et la dimension du genre, les auteurs soutiennent que, malgré les critiques, souvent légitimes, répandues sur leurs résultats, les élections de 2018 ont davantage permis d'observer un renforcement de l'espace démocratique en RDC. Elles se sont inscrites dans une dynamique qui s'était déjà introduite avec les élections de 2006 et de 2011 et nous montrent que les citoyens congolais ont en effet de plus en plus revendiqué le droit d'exprimer leurs préférences individuelles et ont fait référence à la citoyenneté comme stratégie dominante dans le choix de leurs candidats préférés. Cette tendance est confirmée par le fait que les élections ont montré une diminution de l'impact de l'identité ethnique en tant que facteur déterminant du comportement électoral, même au niveau des élections législatives.

Malgré le discours souvent entendu selon lequel les élections présidentielles nous montrent « qu'on peut chasser un président mais qu'on ne peut pas choisir son successeur », l'engouement populaire qu'on a pu observer autour des élections met en évidence une mobilisation de la citoyenneté comme stratégie de résistance et de l'élargissement de l'espace démocratique. C'est particulièrement le cas dans les zones urbaines, où les électeurs ont fait preuve d'une grande résistance face aux techniques de manipulation et aux campagnes de mobilisation, et ont revendiqué le droit de faire leurs propres choix. Il en a été de même dans les zones rurales où, lors des élections précédentes, le vote avait généralement tendance à être guidé par des intérêts collectifs, les mobilisations des chefs coutumiers et, dans certains cas, des groupes armés. Ces stratégies ont montré leurs limites dans diverses situations observées dans la province du Sud-Kivu.

Cela dit, tout n'a pas été rose. Dans certains cas, le processus électoral a contribué au renforcement des dynamiques de conflit existantes. Dans d'autres cas, il a affermi les coalitions existantes, en a créé de nouvelles entre candidats, chefs coutumiers, chefs de groupes armés et autres *leaders*, ou a été instrumentalisé pour fragiliser des adversaires dans les conflits locaux existants. En conséquence, dans de nombreux cas, les clivages existants se

² RFI, 15 janvier 2019.

sont encore approfondis. Mais ceci n'empêche pas d'observer une mobilisation généralisée de la citoyenneté dans de nombreux cas.

Ce texte présente les résultats d'une recherche menée dans le Sud-Kivu à la suite des élections et de la publication de leur issue. Un groupe de quatorze chercheurs congolais du Groupe d'études sur les conflits-Sécurité humaine (GEC-SH) ont effectué des analyses ethnographiques sur le terrain à Bukavu, Idjwi, Kalehe, Fizi et dans la plaine de la Ruzizi. Plusieurs dizaines d'entretiens ont été menés avec des électeurs, des candidats aux élections, des témoins des candidats, des membres d'associations de la société civile, des hommes d'affaires, des autorités locales et des observateurs électoraux. Les conclusions présentées sont le fruit d'une analyse approfondie et collective étayée par des rapports de chercheurs. Plusieurs ateliers de réflexion ont été organisés pour évaluer et analyser les données recoltées. Ainsi, cette contribution présente-t-elle des conclusions issues d'un processus collectif et participatif. Loin d'avoir l'ambition de généraliser, les citations reprises dans le texte sont simplement illustratives de nos différents points.

1. Effets démocratiques des élections : vers une perspective par le bas

La littérature sur les élections en Afrique étudie souvent les processus électoraux à partir de deux facteurs : leur caractère démocratique d'une part (Wolfram 2013 ; Thibon *et al.* 2014) et leurs effets démocratiques d'autre part (Darracq & Magnani 2011). Les questions qui se posent généralement sont alors de savoir dans quelles mesures les élections sont libres, transparentes, apaisées et compétitives (caractère démocratique) et quels en sont les effets sur les pratiques politiques en termes de bonne gouvernance et du respect de l'État de droit par les élites politiques (effets démocratiques). En ce qui concerne le caractère démocratique des élections, les études en Afrique se sont développées particulièrement avec le processus de démocratisation au cours des années 1990 (Metou 2013 ; Van de Walle 2009), et avec le second qui s'est mis en place depuis une dizaine d'années.

En RDC, le multipartisme introduit en 1990 a permis l'ouverture de l'horizon des élections compétitives en tant qu'idéal. Il a rendu possible le passage à la compétition politique électoraliste, mais des élections démocratiques et compétitives n'ont été organisées qu'en 2006 – suite, principalement, aux différents conflits qui se sont succédé dans le pays. Mais cet exploit électoral a souffert de plusieurs limites eu égard aux fraudes et irrégularités considérables, aux fréquentes arrestations des hommes politiques et de l'opposition et à l'intimidation des électeurs (Reyntjens 2018). Ces mêmes stratégies ont été davantage réitérées lors des élections de 2011 (Frère 2011). Depuis, le pouvoir en place n'a pas voulu organiser les élections prévues en 2016 qu'il craignait de perdre (Bouvier & Omasombo 2018 ; Nyenyezi Bisoka & Ntububa 2016). Pour beaucoup d'observateurs, les élections enfin

organisées en 2018 doivent largement être considérées comme non démocratiques en raison de multiples irrégularités (CENCO 2019)³. Néanmoins, ces analyses restent souvent limitées aux élections présidentielles, symboliques pour la fin du régime de Kabila, et négligent les dynamiques autour des élections législatives au niveau national et provincial.

Ensuite, concernant les effets démocratiques des élections, la littérature a tenté de rechercher dans l'organisation des élections en Afrique une certaine avancée démocratique, sinon un *statu quo* (Frère 2009). L'hypothèse de départ de ces études, c'est que l'injonction d'organiser les élections s'accompagne en principe de certaines contraintes qui peuvent permettre de changer les pratiques politiques arbitraires des élites. Aussi, ces contraintes pourraient-elles créer des marges de négociation pour l'opposition politique et la société civile (Van de Walle 2009). Mais si cette hypothèse semble logique, elle fut peu observée en RDC à partir des élections de 2006, et moins encore lors de celles de 2011. Le pouvoir en place a continué d'appliquer le principe selon lequel on ne peut pas organiser les élections pour les perdre (Lindberg 2009). D'abord, en 2011, le pouvoir en place a obtenu de réduire le scrutin à un tour, puisqu'un second tour (utilisé en 2006) risquait d'ouvrir des marges de manœuvre favorables à l'opposition. Ensuite, il a mis en place un système politique autoritaire et répressif pour parer à toute forme d'opposition : intimidations des acteurs de la société civile, arrestations des *leaders* politiques, etc. Cela a fait qu'au final les élections n'ont pas pu produire les effets démocratiques souhaitables (Stearns 2011 ; Vlassenroot & Arnould 2016).

Mais peut-on alors dire que, si les élections ne produisent pas nécessairement des effets démocratiques au sein des élites politiques, elles n'ont rien produit d'important en termes d'élargissement de l'espace démocratique permettant à la population de s'exprimer plus librement et à la société civile de jouer un rôle plus actif de contre-pouvoir ?

Tout d'abord, si on adopte une perspective de longue durée, on se rend compte que le fait que les élections – en tant que modalité démocratique – soient désormais reconnues comme une nécessité en Afrique en général et en RDC en particulier (Reyntjens 2018) est en soi une avancée démocratique significative. Ensuite, au-delà des effets attendus des élections, il nous semble que leur tenue reste une base essentielle de légitimation et de délégitimation des élites au pouvoir, et donc de légitimation des luttes internes en vue du changement. En outre, par rapport au gain du processus électoral en RDC, les points de vue peuvent varier si on observe les effets démocratiques des élections du côté des élites politiques ou de celui de la population. Dans une perspective par le haut – c'est-à-dire lorsqu'on scrute l'angle des élites –, on aurait l'impression d'être dans du déjà-vu où les acteurs politiques

³ Voir aussi : *New York Times*, 11 janvier 2019 et *African Arguments*, 10 janvier 2019.

essaient continuellement de s'approprier les règles pour ensuite produire ce qui leur convient (Van de Walle 2009 ; Carothers 2002). Mais dans une perspective par le bas – c'est-à-dire lorsqu'on analyse dans l'optique de la population –, il est possible d'observer que les élections offrent une base importante à l'opposition politique et à la société civile (malgré l'adaptation des élites au pouvoir aux nouvelles règles démocratiques). Cette base lui permet de construire un contre-pouvoir nécessaire pour soutenir et renforcer un processus démocratique plus large, comme nous verrons plus loin. Ainsi, il paraît exagéré de penser que l'effet des élections sur la démocratisation en RDC reste superficiel et que celles-ci n'ont pas nécessairement d'impacts profonds sur la logique fondamentale de la politique, qui serait définie par une forme de néo-patrimonialisme (Bayard *et al.* 2017). Une telle hypothèse suppose que la démocratie électorale en tant qu'imposée par l'extérieur (Badie 1992) ne serait qu'une façade aux mêmes logiques néo-patrimonialistes (Bayard 2006). Cette hypothèse négligerait le fait qu'au cours d'un processus électoral, la mobilisation citoyenne, les revendications populaires et diverses autres stratégies de résistance populaire peuvent contribuer à l'élargissement de l'espace d'expression populaire.

La démocratisation en Afrique a certes beaucoup souffert d'un néo-patrimonialisme qui s'est décliné sous forme de clientélisme politique (Lemarchand 1988 ; Médard 1991 ; 2000). Mais on ne peut pas nier que l'usure du pouvoir conjuguée à la déception des promesses non tenues a précipité des revendications de la base, en ce compris pour plus de démocratie (Daloz 2006 ; Van de Walle 2009 ; Bayart *et al.* 2017). Ce chapitre, à partir des recherches effectuées, argue qu'au Sud-Kivu les dernières élections ont été une plate-forme populaire servant à revendiquer l'amélioration des conditions de vie au quotidien, vue comme un corollaire du départ du président au pouvoir. Les citoyens congolais ont utilisé leur droit de vote pour exprimer un changement très souhaité. En revendiquant ce droit et en se référant ainsi à leur citoyenneté, ils ont davantage élargi l'espace démocratique.

2. Enfin, le début de la campagne électorale

Les élections de décembre 2018 ont été organisées après une longue période de « tergiversation stratégique⁴ » de la part du Gouvernement de Kinshasa (Bouvier & Omasombo 2018 ; Nyenyezi Bisoka & Ntububa 2016). La détermination manifeste du président Joseph Kabila à briguer un

⁴ La tentative de Joseph Kabila à briguer un troisième mandat a plongé le pays dans une crise politique dès décembre 2015. Après moult tractations, manifestations de rue et dialogues politiques, le « glissement » tant souhaité par la Majorité présidentielle s'est imposé.

troisième mandat, la compétition interne à une opposition fragmentée⁵ et la résistance menée par la CENCO et les mouvements citoyens ont favorisé l'émergence des trois principales plates-formes électorales (*ibid.*). En effet, après des pressions multiformes (y compris de la communauté internationale), Joseph Kabila a renoncé au troisième mandat. Une coalition électorale a été créée, le Front commun pour le Congo (FCC), et a permis la désignation d'un dauphin, Emmanuel Ramazani Shadary, le 8 août 2018.

Prise de court par cette évolution, l'opposition a tenté de se structurer autour d'un candidat commun. Un accord signé à Genève entre sept ténors de l'opposition⁶ a finalement jeté son dévolu sur Martin Fayulu Madidi (président de ECiDé) le 11 novembre 2018 et a permis de mettre en place une deuxième plate-forme : la coalition LAMUKA (« *Lamuka* » signifie « Réveillez-vous » en lingala). Mais très vite, les accords de Genève ont été dénoncés par deux des *leaders*. Félix Tshisekedi de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS) et Vital Kamerhe de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) se sont retrouvés à Nairobi deux semaines après la réunion de Genève pour créer une troisième plate-forme, le Cap vers le Changement (CACH).

Conquérir le pouvoir et le conserver a toujours été au cœur des pré-occupations des partis politiques (Berstein 2013). Aussi, la mobilisation, l'affectation et la capitalisation des ressources occupent une place centrale dans une compétition électorale (Hassenteufel 2011). Au niveau du Front commun pour le Congo, des ressources diverses ont été mobilisées. La mise en œuvre de la stratégie globale a pris corps dès la restructuration du bureau de la CENI en 2015, et celle de la Cour constitutionnelle en juillet 2018. Parmi les stratégies figure l'introduction d'un seuil légal d'éligibilité (1 % pour les législatives nationales et 3 % pour les provinciales) qui réduisait sensiblement les chances des candidats des partis faiblement implantés et des indépendants. En outre, selon l'opposition, la machine à voter⁷ allait favoriser les stratégies de fraudes électorales. Les nouveaux responsables de la Cour constitutionnelle n'avaient plus à leur niveau qu'à valider les résultats qui leur seraient transmis par la CENI. Des moyens humains et

⁵ Quatre grandes tendances en compétition se sont confirmées : l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS) et alliés, le Groupe de 7 (G7), l'Union pour la Nation congolaise et alliés, et le Mouvement de Libération du Congo et alliés.

⁶ Il s'agit de Jean-Pierre Bemba (MLC), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo (UDPS), Vital Kamerhe (UNC), Martin Fayulu (Engagement pour la Citoyenneté et le Développement), Moïse Katumbi Chapwe (G7), Matungulu (Congo na biso) et Adolphe Muzitu (Parti lumumbiste unifié).

⁷ La machine à voter est un dispositif de vote par écran tactile qui a été utilisé pour la première fois en RDC lors des élections de 2018. Son usage a au départ été rejeté par 11 des 21 candidats à la présidentielle en octobre 2018, car ils craignaient que celle-ci puisse faciliter la fraude par le pouvoir en place.

financiers importants avaient été mobilisés pour soutenir ce dispositif stratégique qui était inscrit dès le départ dans une logique de « *hold-up* électoral ».

L'opposition, évidemment, n'a pas pu s'armer des mêmes ressources mais a été capable d'exploiter des sentiments populaires et le bilan négatif du régime de Kabila. La plate-forme CACH, par exemple, s'est surtout appuyée sur la longue et difficile expérience de combat politique de l'UDPS d'Étienne Tshisekedi, ce qui lui a conféré une légitimité populaire. La coalition LAMUKA a également joué sur le bilan négatif du gouvernement de Kabila pour mobiliser les électeurs. Bien plus, au-delà de la pauvreté partagée par l'ensemble de la population congolaise, « l'instabilité stable » (Verweijen 2016) qui prévaut dans l'Est de la RDC à la suite d'un « recyclage quasi permanent des rebelles » (Vogel & Musamba 2016) a offert au candidat de la coalition LAMUKA un discours digeste dans les contrées touchées par une violence permanente. Ce dernier était largement suffisant pour susciter une sorte de « compassion nationale » auprès des électeurs congolais, qui étaient alors convaincus que leurs voix pouvaient compter pour mettre fin au calvaire des populations de l'Est.

En même temps, Martin Fayulu a capitalisé non seulement l'influence de Jean-Pierre Bemba et de Moïse Katumbi (qui ont été exclus des élections présidentielles, mais qui pouvaient encore mobiliser des partis politiques plus ou moins bien implantés), mais aussi le visa tacite des mouvements citoyens congolais. Depuis les accords de la Saint-Sylvestre en 2016, les évêques congolais avaient développé une ligne de conduite et d'action qui les rapprochait plus au moins des aspirations de l'opposition. Aussi, la crédibilité des hommes d'Église a non seulement rassemblé les chrétiens, surtout catholiques, autour de la coalition LAKUMA, mais a aussi déclenché le soutien d'une certaine frange de la Communauté internationale au vu de la solution que présentait cette coalition.

Ce reflet de citoyenneté s'est prononcé dans plusieurs provinces de la RDC et particulièrement au Sud-Kivu par la présence et les stratégies de la nouvelle dynamique de la société civile du Sud-Kivu, qui a fait le relais du combat politique du CENCO et a lancé la campagne « Zéro élu réélu ». Les mouvements citoyens comme la Lucha et « C'en est trop » se la sont appropriée et l'ont vulgarisée dans tous les territoires de la province du Sud-Kivu. Cet engagement citoyen a été très perceptible à travers la production des musiciens qui appelaient ouvertement leurs compatriotes à voter utile. Dans sa célèbre chanson intitulée *Wanny, Wale wale* (« Les mêmes, impénitents »), l'artiste Wanny S-wale King a mis en garde les électeurs contre les députés élus en 2006 et 2011 en ces termes : « *Ni wale, tabiya zowo ni zile zile [...] Wasi wandangye na ma Français* » (« Ce sont les mêmes, et leurs comportements n'ont pas changé. Qu'ils ne vous trompent pas avec

leur discours »).⁸ Plusieurs chaînes locales de radio ont également favorisé la diffusion de sketches sensibilisant la population à l'insécurité et à la misère persistantes et invitant ouvertement à voter utile. Enfin, des débats politiques, radiodiffusés sur la Mandeleo principalement, ont aussi joué un rôle important dans l'évolution du comportement des citoyens congolais.

Cependant, ces campagnes, qui visaient l'élargissement de l'espace d'expression citoyenne et le rejet d'une réélection de candidats considérés comme des membres de la coalition kabiliste ou comme des politiciens détachés du peuple, sont le fruit d'un activisme qui date de plus longtemps. Dans le territoire d'Idjwi, par exemple, la campagne « Zéro élu réélu » semble avoir commencé un peu avant son lancement officiel par la NDSCI en 2018. Elle a été l'œuvre du mouvement citoyen « C'en est trop » ; d'après Moïse Bahati, responsable d'un mouvement citoyen :

« “C'en est trop” demandait déjà en 2016 à la population d'Idjwi “de ne plus jamais voter pour les personnalités qui ont géré et pillé le pays, qui ont plongé le peuple dans la misère noire, alors qu'ils avaient promis lune et miel quand ils bâtaient campagne en 2011” » (entretien à Kisinza, 3 février 2019).

Ce sont ces campagnes, ainsi que la vigilance et les efforts de mobilisation bien conçus de la CENCO, qui ont déclenché une nouvelle dynamique au sein de la société congolaise vers un véritable changement politique. Outre les revendications populaires directes, visant principalement la position de Kabila, cette dynamique doit également être considérée comme une nouvelle revendication populaire de l'élargissement de l'espace démocratique et de la liberté de vote de ses propres dirigeants.

3. « *Tu mukule, tu mukwepe* » : les dynamiques électorales au niveau de la province du Sud-Kivu

La campagne électorale au Sud-Kivu fait écho à ce changement progressif du comportement politique des citoyens congolais. En marge des stratégies d'ensemble portées par les partis et les regroupements politiques, presque tous les candidats députés ont utilisé leurs propres moyens et stratégies pour influencer les votes. Ces stratégies sont allées des plus classiques (comme la distribution d'argent et d'autres biens, les discours démagogiques et la manipulation du levier tribal) aux plus violentes (comme le recours potentiel ou réel à la mobilisation des groupes armés). Cependant,

⁸ *Wanny, Wale wale*, disponible sur youtube : https://www.youtube.com/watch?v=cS2xb_hVMBk (consulté le 29 mars 2019).

nos recherches montrent que ces stratégies ont eu un effet limité sur le comportement des électeurs.

La nature et la quantité des présents variaient d'un candidat à l'autre. Mais en règle générale, les candidats ont offert à leurs clients potentiels des t-shirts, des kékés et des sommes d'argent très modestes, en moyenne 1000 à 2000 francs congolais (soit entre 0,6 et 1,5 USD). Les présents étaient accompagnés de promesses démagogiques. Tous les candidats ont « promis du déjà promis », s'engageant qu'une fois élus ils plaideraient pour la sécurisation des milieux ruraux, la bonne gouvernance, l'amélioration du social, etc.

Néanmoins, si en 2006 et en 2011, le candidat le plus offrant avait beaucoup plus de chance de gagner⁹, les élections de 2018 ont permis d'observer une rupture importante. « *Tumukule, tumukwepe* » (« Prenons ce qu'il nous donne, mais ne nous laissons pas entraîner par lui » ou « prenons son argent mais votons utile », une expression locale assez populaire), tel a été le discours de plusieurs électeurs durant la campagne à Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu¹⁰. Cette attitude a été principalement opposée aux candidats du FCC en général et à l'autorité morale de l'AFDC en particulier. Ce dernier distribuait de l'argent « comme s'il avait sa propre planche à billets », disait-on, et allait jusqu'à donner 20 000 francs congolais (soit 17 USD). En fin de compte, le candidat du parti en question n'a pas gagné les élections¹¹. La majorité de ses propres témoins électoraux, payés et équipés par lui, ne l'a pas choisi, contrairement à ses attentes. Le « diktat des gros portefeuilles » n'a donc pas été très concluant, et l'impact de l'argent dans le choix des électeurs a été très minime.

Une stratégie plus efficace est la mobilisation autour des communautés ethniques et des équipes de football. Dès leur création durant la seconde moitié des années 1950, les équipes de foot ont assis une portion de leur popularité sur l'influence de la « bourgeoisie tribalo-politique » naissante clivée entre les Bashi et les Balega. Jadis sponsorisé par la Pharmakina, l'équipe du FC Bukavu Dawa est considérée comme celle des Bashi. Les Balega, quant à eux, se reconnaissent en l'OC Muungano (jadis Union Sport d'Or). Les fanatiques de ces équipes ont toujours constitué un électorat sûr

⁹ L'exemple le plus éloquent est celui de l'homme d'affaires Mukubaganyi qui avait l'habitude d'organiser au restaurant des repas gratuits durant toute la période de la campagne électorale. Il a été élu massivement en 2006 et en 2011.

¹⁰ « *Tumuku tumukwe* » est une vieille expression familière à Bukavu. Mais elle a pris une signification plus particulière lors des élections de 2018. Non seulement elle a été utilisée dans des émissions radio, des chansons d'artistes locaux, des sketches, etc. pour sensibiliser au vote utile, mais elle a aussi été répétée par nos témoins lors des entretiens.

¹¹ Observation directe, chercheurs du GEC-SH pendant la campagne électorale, Sud-Kivu, décembre 2018.

pour les responsables de celles-ci. Ainsi, par exemple, lors des élections de 2006, Mushi Bonane et Bulambo Kilosho, respectivement présidents du FC Bukavu Dawa et de l'OC Muungano au moment des élections, ont été élus députés. En 2011, un conflit de *leadership* divisait le FC Bukavu Dawa. Exclu du club, Mushi Bonane a alors créé sa propre équipe, l'Étoile du Kivu. En 2018, il n'a pas été élu. Réélu en 2011, Bulambo Kilosho, de son côté, a dû faire face à un conflit au sein de Muungano. Très vite, l'équipe est passée sous la direction de Didier Okito, un de ses rivaux. En 2018, les deux ont été élus députés. Mais des facteurs beaucoup plus complexes que la position de dirigeant au sein de l'équipe de football peuvent permettre de comprendre ces deux élections.

À l'intérieur de la province, d'autres dynamiques ont une influence sur le comportement des électeurs. De manière générale, on peut constater que le choix des électeurs doit beaucoup aux revendications et aux intérêts collectifs. Lors des précédents scrutins, les populations rurales avaient massivement répondu aux appels des chefs coutumiers de voter pour certains candidats. En raison de l'affaiblissement de la position de ces autorités, les élections de 2018 donnent une autre image. Dans plusieurs zones du Sud-Kivu, les autorités coutumières ont activement promu des candidats spécifiques. Bien que ce ne soit pas un phénomène nouveau, il a été observé, dans de nombreuses zones rurales, que les favoris des chefs coutumiers n'ont pas été élus. Ils ne parvenaient donc plus à convaincre leurs sujets de voter pour une personne désignée.

En outre, d'autres acteurs et structures sociales (notamment les dirigeants de la société civile, les associations tribalo-ethniques et les commerçants) ont eu une influence tout aussi importante sur le comportement électoral et ont réduit l'impact des mots d'ordre des chefs coutumiers. Cependant, dans de nombreux cas, ces structures et *leaders* sociaux, religieux et économiques ne se sont pas mis d'accord sur un candidat commun, ce qui montre l'importance croissante de l'association politique et d'un soutien aux candidats individuels au-delà de l'appartenance ethnique. De nombreuses réunions d'harmonisation ont eu lieu au sein des mutualités tribales afin de tenter de persuader certains candidats d'abandonner la course au profit des plus favorisés, mais aucune n'a pu obtenir un résultat positif. D'abord parce que la tendance de certains dirigeants dans les communautés était de laisser la chance à d'anciens élus, alors que la population était déjà presque engagée dans la logique du « Zéro élu réélu ». Les résultats des provinciales ont été très révélateurs à ce sujet : deux réélus sur les trente-quatre députés de la législature de 2011. Ensuite, il y a eu une incapacité à fédérer les esprits et à positionner les gens par rapport aux trois grandes subdivisions politiques en lisse, à savoir le FCC, le LAMUKA et le CACH. Enfin, il y a eu le penchant des chefs coutumiers et des *leaders* des mutualités tribales pour les

candidats de la majorité présidentielle parce qu'ils croyaient en leur victoire au vu des débats sur les manœuvres de tricherie par la machine à voter.

L'impact du processus électoral sur les conflits coutumiers existants est un facteur qui s'ajoute à la diminution du rôle des chefs coutumiers. Comme le montrent les cas de Ninja et de Kalima, le processus électoral a intensifié la dynamique de conflit et l'a militarisée davantage, avec des groupes armés faisant activement campagne pour des candidats spécifiques. Les mêmes cas révèlent comment les instances politiques dirigeantes maintiennent les conflits existants en place afin de renforcer leur propre position. Ces conflits ont eu un impact majeur sur les résultats des élections, conduisant dans certains cas à une (ré)élection et dans d'autres à une perte politique. Les alliances avec des candidats électoraux parfaits procuraient un sentiment de protection aux chefs coutumiers locaux qui se sentaient obligés de s'allier à eux pour sauvegarder leur position. Comme une source locale nous disait :

« Certains chefs coutumiers se sont vus obligés de s'impliquer dans la campagne de certains hommes politiques sans conventions claires, mais pour pouvoir se préserver contre les conflits avec leurs chefs hiérarchiques et se protéger contre les attaques d'autres hommes politiques » (chef de poste d'État, entretien à Luhaango, 3 février 2018).

Dans le cas de Kalonge, les divisions politiques existantes ont finalement conduit à l'absence de représentants élus à la fois au niveau de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée provinciale. La chefferie de Ninja s'est vue pour la deuxième fois consécutive manquer de représentants suite aux conflits coutumiers, le chef ayant plutôt battu campagne pour le gouverneur de province en échange de la protection de son pouvoir coutumier contesté. Considéré par certains comme l'expression de la « mort politique » de ces entités, ce manque de représentants élus est ressenti par d'autres comme l'opportunité d'un questionnement critique de la position de chefs coutumiers dans l'espace politique local et national.

Les groupes armés ont aussi été un acteur particulier lors des élections et ont joué un rôle décisif dans les choix électoraux, souvent en mobilisant une stratégie de menace vis-à-vis de la population. La plupart d'entre eux ont ouvertement résisté au régime de Kabila et, dans certains cas, ont activement mobilisé la population à voter pour Fayulu (les Maï-Maï Mazembe au Nord-Kivu par exemple) ou pour Tshisekedi. Cependant, d'autres groupes armés ont fait campagne pour le candidat de Kabila (par exemple, la milice Nduma Defense of Congo-Rénové, dirigée par Guidon).

Plus important encore, les politiciens locaux ont parfois mobilisé des groupes armés dans le cadre de leurs campagnes électorales. C'était surtout, mais pas exclusivement, le cas dans les zones caractérisées par des divisions et conflits autour du pouvoir coutumier. Bien que ce phénomène ait été observé dans de nombreux contextes post-conflit en Afrique, son

implication active dans le processus électoral a renforcé une tendance à la militarisation de la politique locale.

Cette dernière dynamique a été observée dans plusieurs zones. Dans les hauts plateaux de Bijombo, par exemple, la réactivation des miliciens du colonel autoproclamé Mekanika en décembre 2018 s'est partiellement justifiée par son implication dans la campagne électorale en faveur du FCC. De même, dans le groupement de Kigoma et à Mulenge, les miliciens sous la houlette du chef de guerre Kihebe ont usé de la violence pour orienter les votes des paysans. Ce témoignage d'un habitant de Mulenge en dit plus :

« Avant les élections, les hommes du colonel autoproclamé Kihebe passaient de porte en porte pour nous imposer les candidats du FCC [Emmanuel Ramazani Shadary pour la présidentielle et Justin Bitakwira pour la députation nationale]. Ils n'hésitaient pas de menacer de mort tous ceux qui iraient en l'encontre de ce choix. [...] C'est ainsi que le jour même des élections, les mêmes éléments du colonel Kihebe avaient tendu des embuscades sur les sentiers qui conduisaient vers les bureaux de vote pour faire le suivi de leur diktat électoraliste » (témoin, entretien à Mulenge, février 2019).

Des situations similaires ont été observées également dans les territoires de Kalehe et de Fizi. Dans le premier, le chef de secteur de Kalonge raconte :

« Pendant la campagne électorale, les miliciens de Raia Mutomboki n'ont pas arrêté de menacer la population. Ils disaient ouvertement à tout le monde que s'il opérait le mauvais l'insécurité n'allait pas se terminer ! Ils sensibilisaient les habitants à voter pour Félix Tshisekedi » (chef de secteur, Focus group à Cifunzi, 5 février 2018).

À Bunyakiri, dans le même territoire, un candidat pour l'assemblée nationale a bénéficié de l'implication directe des mêmes Raia Mutomboki, aussi bien dans la campagne électorale que dans l'encadrement du vote lui-même.

À Fizi, par contre, et plus précisément dans le secteur de Lulenge (à Mimbililo, Rekecha, Ibwe et Ibumba), les hommes du groupe de Yakutumba ont influencé la population à voter non seulement pour Martin Fayulu, le candidat de la coalition LAMUKA, mais aussi pour Louise Munga. Les personnes qui appelaient à voter pour les candidats de FCC étaient tout simplement molestées.

Enfin, un résultat inattendu a été identifié à Kaniola où un ancien chef de guerre, Kahasha dit Foka Mike, est passé député. Cet ancien commandant de la milice Mudundu 40 est actuellement proche du FCC. À son sujet, une femme interrogée à Kaniola a affirmé ceci :

« Je considère Foka Mike comme ma vie. Nous avons souffert ici à Kaniola quand il n'était pas encore venu. Nous n'avons été que des femmes violées, et même le docteur Mukwege ne pouvait pas nous assister. C'est grâce à Foka Mike et à Dieu que Kaniola est habité encore aujourd'hui. Nous dormions

dans les forêts quand il n'était pas encore là. Depuis qu'il nous a libérés, nous dormons paisiblement dans nos maisons, et nous pouvons encore héberger nos chèvres et nos vaches » (entretien à Kaniola, 3 février 2019).

Il faut noter qu'à un certain moment, Foka Mike a appartenu à la coalition armée de Raiya Mukombozi, avec Deo Bizibu Balola, un membre actuel du cercle rapproché du nouveau président, Félix Tshisekedi.

4. Citoyenneté par le genre

La question du genre des candidats dans le processus électoral congolais de 2018 révèle également que ces élections ont contribué à une redéfinition de l'espace démocratique. Les données du terrain permettent de soutenir que les résultats obtenus par les femmes aux législatives justifient une évolution dans la manière dont les électeurs interprètent les discours et les acteurs politiques en général. Leur comportement traduit une rupture avec une tendance pour les candidates à faire usage d'un discours « victimiste » afin de mobiliser l'électorat féminin. La mise en avant de cette rhétorique avait, d'une part, occulté les évolutions historiques du contexte politique congolais, l'évolution de l'analyse critique des acteurs politiques par la population en général et par les femmes en particulier. D'autre part, elle n'avait pas considéré le fait que les femmes sont des observatrices permanentes des faits et gestes des acteurs politiques, toutes tendances confondues, et que leur jugement va de plus en plus au-delà du simple équilibre homme-femme. Par opposition à cela, les élections de 2018 traduisent une posture critique des électrices, laquelle témoigne de la naissance d'un processus de distanciation face à ce discours victimiste. Ce dernier n'influence plus le vote des femmes. Une femme explique par exemple ceci :

« Je pouvais voter pour les femmes à tous les niveaux. La seule raison qui m'avait poussée au choix des hommes, c'est qu'il n'y a aucune femme qui est parvenue à me convaincre avec son discours ou ses actions » (employée de l'administration publique, entretien à Bukavu, 3 février 2019).

La non-élection de plusieurs femmes peut être interprétée comme la contestation par la majorité des électrices d'un « nous » (femmes) globalisant qui domine les discours et arguments de campagne des candidates. Ce « nous » véhicule une idée que les femmes sont une catégorie homogène, victimes de la domination masculine et exclues de l'espace de prise de décisions. Si ce discours a prédominé lors de la campagne électorale, les résultats montrent qu'on ne peut lui attribuer le vote de certaines femmes aux législatives. L'analyse des données du terrain montre aussi que, pour la plupart des femmes, ce qui compte n'est pas un équilibre hommes-femmes dans les instances politiques, mais la satisfaction de leurs besoins, la réponse

à leurs problèmes, que cela soit l'œuvre d'un homme ou d'une femme. Les propos suivants d'une femme sont révélateurs :

« En tant que population, nous voulions le changement. Nous cherchions à avoir des personnes dynamiques qui ont fait des progrès dans leurs milieux. Or, la plupart des femmes élues aux élections passées n'ont rien fait pour la communauté » (entretien à Kabare, 4 février 2019).

Loin d'être de simples électrices motivées par un certain discours féministe, les femmes se sont montrées comme des actrices attentives et critiques vis-à-vis des acteurs politiques en général. Avec la situation socio-économique et la paupérisation de la population au cours des deux cycles électoraux passés (2006 et 2011), nous concluons que les électrices ont cessé de regarder les candidates comme des « femmes », mais qu'elles les regardent d'abord comme des « politiciennes ». Dès lors, elles contestent les arguments équilibrés de genre et analysent tous les candidats en fonction des espoirs qu'ils semblent donner, lesquels se traduisent non seulement dans les discours, mais aussi dans les réalisations concrètes et le rapport avec la population. À Bukavu, par exemple, beaucoup de femmes interviewées disent avoir voté pour Amani Ngubiri parce qu'il avait, depuis 2015, aidé à baisser le prix des transports en commun dans la ville. Les propos de la représentante du Caucus des femmes pour la Paix au Sud-Kivu sont éloquentes à ce sujet :

« Beaucoup de femmes ont voté massivement pour un candidat, parce qu'il avait créé un transport en commun à bas prix, initiative qui a soulagé toutes les femmes qui vivent au taux du jour. À cause de lui, on pouvait payer entre 200 FC et 300 FC pour des trajets qui coûtaient 500 FC et au-delà. Quand on sensibilisait les femmes à voter pour d'autres femmes, elles disaient clairement et à haute voix : “*Ule TAC njo baba*” (“L'initiateur du projet TAC est notre père”) » (membre de l'asbl, entretien à Bukavu, 4 février 2019).

Dans le même ordre d'idée, on attribue la réélection de Kindja Mwendanga à son rapprochement avec la population à travers ses multiples soutiens caritatifs et sa présence physique aux événements heureux et douloureux :

« Cette dame a mérité sa réélection. Elle n'avait pas été comme les autres. Partout où on l'invitait (deuil, mariage, concert, etc.), elle n'hésitait pas de se présenter et de donner quelque chose. On l'avait même surnommée maman 50 dollars parce qu'elle ne donnait pas moins ou plus que ça en termes de contribution » (membre de la société civile du Sud-Kivu, entretien, 4 février 2019).

Il ne s'agit pas ici de sous-estimer le fait qu'au-delà de cette posture critique des électrices, certaines pesanteurs économiques, certains stéréotypes

culturels et autres obstacles politiques ont également joué sur la non-élection de certaines femmes. Comme en témoigne une candidate :

« Je n'avais pas d'argent, je n'avais même pas imprimé de photos, j'étais dans une situation difficile parce que j'avais déjà postulé alors que je n'avais pas mes propres fonds. La personne qui m'avait promis de m'apporter un soutien pour la campagne n'avait pas été fidèle à sa promesse, etc. Je n'avais donc pas fait la campagne » (candidate non élue en 2018 dans la ville de Bukavu, entretien à Bukavu, 12 février 2019).

Si cette déclaration réfère aux obstacles économiques, d'autres sont plutôt d'ordre pratique (manque de préparation des candidates, très peu de descentes sur le terrain, etc.), relevant de stéréotypes culturels (la femme qui fait de la politique finit par devenir une femme difficile ou une prostituée), d'ordre politique (peu de soutien du parti, adversité d'autres candidats mieux aguerris dans la contre-campagne) (GEC-SH 2019), etc.

L'analyse de l'histoire démocratique de la RDC témoigne d'un recul inquiétant de la représentativité des femmes dans les instances de prise de décisions. Les résultats des législatives nationales et provinciales cumulées montrent un grand recul dans le vote des femmes en RDC. Quels que soient ces différents facteurs, il nous semble plus déterminant de ne pas sous-estimer la manière dont évolue et se structure de plus en plus la posture critique des électeurs au sujet des enjeux politiques locaux et nationaux. Les femmes en tant qu'électrices particulières ne semblent plus trop céder à la rhétorique stratégique des candidates. Elles sont guidées par leurs expériences quotidiennes avec l'ensemble des acteurs politiques sans distinction. Ce qui traduit une grande liberté de leur part. Le problème n'est même plus seulement une question de nombre d'élues mais de nombre de candidates. On constate une baisse d'engouement des femmes candidates et un faible taux d'élection de celles qui se présentent. À titre d'exemple, alors que sur les 33 candidats présidents de la République, on avait 4 femmes en 2006, seule 1 femme s'est présentée en 2018 sur 21 candidats. Alors qu'elles représentaient 14 % des candidates aux législatives nationales en 2006, elles n'ont été que de 12 % en 2011 et 2018. Lorsqu'on pousse l'analyse plus loin, on remarque que le recul de représentativité ne concerne pas seulement le pouvoir obtenu par les élections, mais aussi la présence dans le Gouvernement à travers la désignation ou la cooptation au cours de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis la Transition de 2003-2005 jusqu'à ce jour. Le tableau 1 présente la situation au Sud-Kivu en ce qui concerne les candidatures féminines aux législatives.

Tableau 1 : effectif des femmes candidates aux élections provinciales au Sud-Kivu en 2018

| Circonscription | # Total des candidats | # Hommes | # Femmes | % Femmes |
|-----------------|-----------------------|----------|----------|----------|
| BUKAVU | 215 | 186 | 29 | 13,5 |
| FIZI | 130 | 119 | 11 | 8,5 |
| IDJWI | 50 | 47 | 3 | 6,0 |
| KALEHE | 156 | 131 | 5 | 3,7 |
| MWENGA | 120 | 106 | 14 | 11,7 |
| KABARE | 170 | 155 | 15 | 8,8 |
| SHABUNDA | 87 | 80 | 7 | 8,0 |
| UVIRA | 184 | 168 | 16 | 8,7 |
| WALUNGU | 164 | 147 | 17 | 10,4 |
| TOTAL | 1256 | 1139 | 117 | 9,3 |

Source : données de la CENI Sud-Kivu, 2019.

La question qui se pose est la raison de ce recul. Les informations récoltées au cours de la recherche nous permettent de mettre en exergue quelques facteurs.

Premièrement, il y a une prédominance historique des hommes dans l'espace politique : très peu de femmes *leaders* investissent l'espace politique. Depuis les années 1990 où l'on assiste à un début de l'éveil démocratique en Afrique et en RDC, la grande partie des femmes dirigeantes sont plus présentes dans les organisations de la société civile que dans la politique (Kamidi 2015 ; Ngemba & Malchioldi 2017). Non seulement très peu de femmes de la société civile se présentent pour briguer des postes politiques, mais en outre très rares sont les partis politiques dirigés par des femmes (Nzungu *et al.* 2006). Les directoires stratégiques des partis politiques sont majoritairement masculins. Les femmes ne sont dès lors mobilisées que comme de simples militantes sans ambitions explicites. Un *leader* féminin de la société civile fait le même constat :

« Le problème avec nous, les femmes, c'est d'être toujours derrière les hommes politiques au lieu de créer notre propre *leadership* dans lequel les hommes peuvent être embarqués. Les choses ne changeront pas tant que nous ne prenons pas le devant » (membre de l'asbl Causus des femmes pour la Paix au Sud-Kivu, entretien à Bukavu, 4 février 2019).

Les élections de 2018 montrent que les partis ne misent que sur des personnes qu'ils estiment capables de mobiliser les suffrages sans tenir compte de l'équilibre des genres. Ce qui explique pourquoi les élections de 2018 étaient encore plus défavorables aux femmes, car les partis devaient, avant

d'aligner les candidats sur les listes électorales, s'assurer qu'ils avaient une réelle popularité, présentant quelques garanties financières pour se déployer et soutenir leurs campagnes. Comme conséquence, beaucoup de candidatures féminines ont été écartées au profit de celles masculines.

Deuxièmement, il y a lieu de noter un faible investissement des femmes dans la communauté. Les élections de 2018 témoignent que la plupart des femmes qui ont obtenu de nombreuses voix ont été des actrices proches de leurs électeurs à travers de petites actions qui ont construit leur popularité et renforcé leur légitimité. C'est le cas de l'honorable Kindja Mwendanga réélue à Bukavu, de l'honorable Adolphine Muley élue à Kalehe, et de Mme Munga à Fizi élue massivement mais non proclamée.

Troisièmement, l'on note que le discours de parité homme-femme, de représentativité des femmes aux instances de prise de décisions, discours à partir duquel le vote des femmes était encouragé, et en évolution depuis 2006, s'est essoufflé. D'une certaine manière, il a perdu son pouvoir mobilisateur et son côté séduisant. En effet, lors des élections 2006, le discours de représentativité des femmes se vulgarisait petit à petit et ce stade embryonnaire ne permettait pas de mobiliser suffisamment d'électeurs, encore enfermés dans les stéréotypes culturels à l'égard de la femme. En 2011, le discours de la représentativité des femmes s'est établi sur ce qu'on qualifiera d'échec des hommes au pouvoir. Les débats qui dominaient la campagne électorale se structuraient autour de l'idée que les problèmes des femmes n'avaient pas été pris en compte suite à une faible présence au sein des institutions décisionnaires. Cela avait justifié les campagnes en faveur de la représentativité des femmes au sein de la société civile (vulgarisation de la résolution 1325, article 14 de la Constitution...) qui demandaient explicitement aux électeurs de donner une chance aux femmes lors des élections. En 2018, le concept a perdu sa force. Les femmes qui étaient au pouvoir n'ont pas convaincu. Le fait que leur présence au sein des institutions n'a induit aucun changement dans les conditions de vie de la population et des femmes en particulier a joué en leur défaveur. Alors, le discours de la représentativité de la femme a été considéré comme une simple stratégie d'accès au pouvoir. Les femmes ont été perçues comme des « politiciens » parmi tant d'autres. Pour les électrices, il fallait le rajeunissement et le renouvellement de la classe politique sans considération de sexe. Il s'agissait de voter pour ceux qui semblaient donner l'espoir et qui montraient des signaux qu'ils pouvaient rendre service si la confiance leur était accordée. Les propos de cet électeur révèlent la dimension de la rupture :

« Il n'y a pas de problèmes des femmes ou des hommes. Il y a des problèmes de la population en général : accès aux soins de santé, scolarité, eau et électricité, routes, sécurité, etc.¹² ».

¹² Entretien libre, Séraphin, activiste et DDH, Bukavu, 6 février 2019.

Conclusion

Nos études sur les élections dans l'Est de la RDC montrent finalement que, au-delà des débats sur le caractère démocratique ou non des élections, le processus électoral peut mener à d'autres questionnements. Même si on a observé une contestation populaire assez limitée des résultats proclamés de l'élection présidentielle, le processus électoral a révélé le développement graduel d'une certaine « agencité populaire » et une réclamation prononcée des Congolais de leur droit de vote. Alors que, lors des deux dernières élections (2006 et 2011), les voix ont souvent été déterminées par des appartenances ethniques et des loyautés à des élites de diverses sortes (politiques, tribales, appartenances sexuelles, etc.), nos analyses sur le Sud-Kivu suggèrent que la situation a évolué dans la mesure où ces facteurs n'ont pas toujours réussi à orienter le choix. Bien plus, les Congolais eux-mêmes réclament de plus en plus leur droit à voter en fonction de leurs propres intérêts et préférences. Ainsi, les candidats ont été évalués sur leur programme ou d'après les résultats déjà accomplis plutôt que sur la base d'appartenance ou de la distribution de l'argent. Ce qui illustre une individualisation du comportement politique citoyen.

Du côté des chefs coutumiers tout d'abord, nous avons vu que, dans beaucoup de circonscriptions, leur mot d'ordre a été moins suivi qu'en 2011 et encore moins qu'en 2006. La légitimité traditionnelle qu'ils ont toujours tentée d'exporter aux questions électorales a très peu fonctionné, à tel point que des chefs coutumiers pourtant puissants (par exemple, Ngweshe) ou encore leurs enfants (comme Kabare) n'ont pas été élus. Dans d'autres circonscriptions, certains chefs coutumiers ont été élus (tel Burhinyi), mais grâce à leur bilan au niveau local. Et même là, la compétition électorale avec d'autres candidats n'en a pas été pour autant moins impitoyable en raison de leurs statuts de chefs coutumiers.

En ce qui concerne les élites politiques et économiques, nos analyses ont montré que les cadres sociaux (organisations sportives, partis politiques et, dans une certaine mesure, les groupes armés) par lesquels elles sont souvent passées ne suffisent plus à mobiliser les électeurs. Ceux-ci ont réussi à inventer des dictons, des chants et des symboles, qui expliquent qu'on peut écouter les sollicitations des candidats aux élections, voire accepter leurs cadeaux, sans être tenu de voter pour eux. On voit aussi que l'implication des groupes armés dans les élections et leurs menaces envers la population jusqu'au jour du vote sont symptomatiques des limites du discours démagogique des élites que servent certains de ces groupes.

Enfin, concernant la question du genre, notre recherche a montré les limites du discours souvent idéologique selon lequel les femmes devraient par principe voter pour leurs paires. L'expérience des deux dernières élections et des législatures qui s'en sont suivies a fini par montrer à plusieurs

électeurs que l'appartenance sexuelle n'avait pas nécessairement d'effets sur le comportement des élus.

Trois leçons principales peuvent être tirées de notre travail quant aux élections de 2018 en RDC.

Premièrement, les débats sur les élections en RDC ont porté sur les stratégies du régime pour sauvegarder son pouvoir et sur les aspects techniques. Plus particulièrement, la question fondamentale a été de savoir si c'est bien le candidat élu aux présidentielles qui a été réellement proclamé. Toutefois, même si ce questionnement sans réponse tranchée a divisé l'opinion publique nationale et internationale, pour la plupart des Congolais, les élections ont symbolisé une victoire partielle¹³ et ouvrent à une réelle transition. Il nous semble important de prendre sérieusement en compte cette opinion, dans la mesure où cette croyance au bienfait des élections comme susceptibles d'amorcer une transition démocratique (c'est-à-dire avec des effets positifs sur la démocratisation) est déjà un signe essentiel dans le processus de démocratisation lui-même. Cependant, selon les informations récoltées sur le terrain, les électeurs ne sont pas dupes et ne pensent pas que les élections sont une finalité en soi. Beaucoup d'entre eux pensent que le bienfait de cette alternance dépendra de plusieurs autres facteurs internes, régionaux et internationaux.

Deuxièmement, cette étude de cas au Sud-Kivu démontre qu'il y a un lien entre la tenue des élections et la progression de l'espace démocratique. En effet, dans les entretiens, la référence aux élections de 2006 et davantage à celles de 2011 a été très régulière. En outre, si beaucoup d'interviewés ont refusé de réélire les députés sortants, c'est qu'ils leur reprochaient d'être en partie responsables ou d'avoir bénéficié du glissement : concrètement d'avoir profité que le pouvoir en place n'ait pas organisé les élections en 2016 comme l'exigeait la Constitution. Il est dès lors clair que l'expérience électorale a eu des effets profonds sur les dynamiques politiques du côté de la population locale. Les évolutions politiques en RDC montrent que les élections ne sont pas seulement une façade aux logiques néo-patrimonialistes qui guident une classe politique (Médard 2000), dans la mesure où elles ont permis de produire des subjectivités politiques, au sein de la population, à même de détecter, de questionner, voire d'anticiper les démagogues

¹³ Le départ de Kabila et l'échec de son dauphin étaient la chose la plus attendue des Congolais en termes de « début de soulagement ». Contrairement aux agitations survenues à l'issue de la proclamation des résultats et le doute entretenu par la CENCO, les Congolais, dans l'ensemble, voulaient l'élection d'un candidat de l'opposition, que ce soit Martin Fayulu ou Félix Tshisekedi. C'est d'ailleurs pourquoi les multiples appels à manifester en faveur de Martin Fayulu, au lendemain de la publication des résultats pour revendiquer « la vérité des urnes », ont finalement reçu très peu d'engouement populaire.

et les promesses non tenues. Il s'agit des subjectivités qui revendiquent plus de démocratie et qui résistent aux candidats qui ne les intéressent pas malgré différents liens (de parenté, de tribalité, d'appartenance religieuse, etc.).

Troisièmement, et par conséquent, notre étude montre que cette subjectivité politique démocratique qui continue de se développer participe de la citoyenneté en tant que droit d'exercer librement son vote. Les élections en RDC ont constitué un moment qui a permis à la citoyenneté de pouvoir se manifester et s'exprimer. Et si cette expression a souvent été enrayée par des appartenances ethniques et des loyautés envers différentes élites, notre analyse révèle que les élections de 2018 ont permis aux populations de s'émanciper et d'agir simplement dans le cadre démocratique qui sous-entend de faire librement son choix.

Bibliographie

African Arguments. 10 janvier 2019.

Badie, B. 1992. *L'État importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris : Fayard.

Bayart, J.-F. 2006. *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayard.

Bayart, J.-F., Mbembe, A. & Toulabor, C. 2017. *Le Politique par le bas. Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*. Paris : Karthala.

Berstein, S. 2013. « Les partis politiques : la fin d'un cycle historique ». *Esprit* 8 : 28-39.

Bouvier, P. & Omasombo, J. 2018. « Chronique politique de la RDC ». In F. Reyntjens (éd.), *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2017*. Anvers : University Press Antwerp, pp. 53-62.

Carothers, T. 2002. « The End of the Transition paradigm ». *Journal of Democracy* 13 (1): 5-20.

CENCO. 2019. « Observation des élections présidentielles, législatives nationales et provinciales du 30 décembre 2018 en République démocratique du Congo, déclaration préliminaire ». En ligne : http://www.congoforum.be/upldocs/Rapport_cenco.pdf (consulté le 4 mars 2019).

Daloz, J.-P. 2006. « Au-delà de l'État néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitaire ». *Revue internationale de politique comparée* 13 (4) : 617-623.

Darracq, V. & Magnani, V. 2011. « Les élections en Afrique : un mirage démocratique ? Institut français des relations internationales ». *Politique étrangère* 4 : 839-850.

Frère, M.-S. 2009. *Élections et médias en Afrique centrale. Voie des urnes, voix de la paix ?* Paris : Karthala.

Frère, M.-S. 2011. « Pas d'élections démocratiques sans médias libres et pluralistes ». *Afrique contemporaine* 4 (240) : 152-155.

- Frère, M-S. 2015. « Les médias, « chiens de garde » des élections au Burundi et en RDC ? Une critique de l'assistance internationale aux médias ». *Afrique contemporaine* 4 (256) : 119-138.
- Hassenteufel, P. 2011. *Sociologie politique : l'action publique*. Coll. « U-Sociologie ». Paris : Armand Colin, 294 p.
- Hayward, F.M. (dir.) 1987. *Elections in Independent Africa*, Boulder : Westview Press.
- Kamidi, R. 2015. « Du statut de la femme en République démocratique du Congo : Rapport d'une réflexion prospective pour un changement pérenne ». Kinshasa : Ambassade de Suisse en RDC.
- GEC-SH. 2019 (février). « Rapport de recherche sur les élections de 2018 en RDC. Bukavu-Kabare ». Bukavu : Groupe d'études sur les conflits-Sécurité humanitaire.
- Lemarchand, R. 1988. « The State, the parallel economy and the changing structure of patronage systems ». In D. Rothchild & N. Chazan (dir.), *The Precarious balance. State and Society in Africa*. Boulder : Westview Press, pp. 121-148.
- Lindberg, S. 2009. "Democratization by Elections: A Mixed Record", *Journal of Democracy* 3 (20) : 86-92.
- Médard, J.-F. 1991. *L'État néo-patrimonial en Afrique noire*. Paris : Karthala.
- Médard, J.-F. 2000. « Clientélisme politique et corruption ». *Tiers-Monde* 41 (161) : 5-87.
- Metou, B.M. 2013. « Les codes de bonne conduite aux élections ou l'invasion du droit constitutionnel par du "droit mou" dans les démocraties nouvelles ou rétablies en Afrique noire francophone ». *Revue française de droit constitutionnel* 3 (95) : 639-660.
- Muzaliya, G., Mudinga, E. & Vlassenroot, K. 2019. « Rapport de recherche sur les élections au Sud-Kivu ». Bukavu : Groupe d'études sur les conflits-Sécurité humanitaire.
- Nyenyenzi Bisoka, A. 2019. « République démocratique du Congo 2018 : vers une crise de légitimité post-électorale ? ». In Reyntjens, F. (éd.), *Chroniques politiques de l'Afrique des Grands Lacs*. Anvers : University Press Antwerp.
- Nyenyenzi Bisoka, A. & Ntububa, M. 2016. « Chronique politique de la RDC : 2015-2016 ». In S. Marysse, F. Reyntjens & S. Vandeginste (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2015-2016*. Paris : L'Harmattan, pp. 143-168.
- Ngemba, M.A. & Malchioldi, E. 2017. « Freins à la participation politique des Congolaises, notamment en période électorale ». Rapport d'étude, UCOFEM/Observatoire de Parvie, Kinshasa.
- Nzugu, F. et al. 2006. *Genre, élections, et politique en RDC, Problématique de l'émergence du leadership féminin compétent*. Bruxelles. Cité Ngemba & Malchioldi 2017.
- Reyntjens, F. 2016. « The struggle over term limits in Africa. A new look at the evidence ». *Journal of Democracy* 27 : 61-68.

- Reyntjens, F. 2018. « Limitation du nombre de mandats présidentiels : leçons de la région des Grands Lacs ». In Ansoms, A., Nyenyenzi Bisoka, A. & Vandeginste, S. (éd.), *Conjonctures de l'Afrique centrale 2018*, coll. « Cahiers Africains », n° 92. Paris : L'Harmattan, pp. 308-325.
- Reyntjens, F. (éd.). 2019. *Chronique politique de l'Afrique des Grands Lacs 2018*. Anvers : University Press Antwerp.
- RFI, 15 janvier 2019.
- Stearns, J. 2011. *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*. New York : Public Affairs.
- The New York Times*, 11 janvier 2019.
- Thibon, C., Ndeda, S., Fouéré, M.-A. & Mwangi, S. 2014. *Kenya's Past as Prologue. Voters, Violence and the 2013 Election*. Nairobi : IFRA/Twaweza & Heinrich Böll.
- Van de Walle, N. 2009. « Démocratisation en Afrique : bilan critique ». In Gazito, M. & Thiriou, C. (dir.), *Le Politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*. Coll. « Hommes et Sociétés ». Paris : Karthala, pp. 135-163.
- Verweijen, J. 2016. *Un microcosme de militarisation : conflit, gouvernance et mobilité armée en territoire d'Uvira*. Londres : Rift Valley Institute.
- Vlassenroot, K. & Arnould, V. 2016. « EU Policies in the Democratic Republic of Congo: Try and Fail? ». Londres : Security in transition, pp. 1-22.
- Vogel, C. & Musamba, J. 2016. *Recyclage des rebelles ? La démobilisation au Congo*. « Briefing », n° 11. Londres : Rift Valley Institute.
- Wolfrom, M. 2013. « Commission électorale et Cour suprême kényane à l'épreuve du scrutin. Deux nouvelles institutions fragilisées ». *Afrique contemporaine* 247 : 53-71.